



Pour un nouveau contrat social européen (tribune)

Tribune de Bertrand Delanoë parue dans la rubrique "Rebonds" de Libération, dans l'édition datée du 27 octobre.

Déjà, face à la crise, de nombreux pays ont su remettre profondément en cause leur doctrine économique : c'est notamment le cas de la Grande Bretagne quand elle procède à des nationalisations partielles, là où l'Etat français renonce à entrer au Conseil d'administration des banques qu'il soutient, se privant ainsi de peser sur l'affectation précise de plus de dix milliards d'euros. L'heure exige pourtant réactivité et capacité de contrôle de la puissance publique, comme le confirment les sombres prévisions de croissance du FMI pour l'année prochaine (+ 0,2% seulement en France, comme pour la zone euro). Or, le budget 2009 de l'Etat traduit jusqu'à la caricature une impasse économique et sociale qui a déjà considérablement affaibli notre pays, avant même que ne se manifestent les premiers signaux de la crise financière mondiale. Inadapté aux enjeux, il sacrifie des secteurs aussi décisifs que l'Emploi ou le Logement, capitule en matière d'Education, étrangle les collectivités territoriales et repousse au 1er avril la revalorisation des prestations famille et vieillesse, d'habitude effective le 1er janvier.

Plutôt que de petits rafistolages, c'est à une véritable recomposition de ce budget qu'il faut procéder. Le pouvoir a tort de s'y refuser. D'évidence, il faut mettre un terme à l'absurdité du Paquet fiscal, à l'injustice du bouclier fiscal, taxer les stocks-options et remettre à plat le dispositif des niches fiscales. Il faut aussi refuser le creusement aveugle des déficits publics, spécialité de ce gouvernement, qui discréditent la parole de la France auprès de nos partenaires européens et pèseront sur des générations de contribuables. Les vraies priorités : privilégier l'investissement stratégique dans l'Innovation et la Recherche, soutenir le logement social, défendre le pouvoir d'achat et promouvoir le dialogue social, à l'aube d'une

période forcément tendue. Nous proposons par exemple que toute exonération de charge sociale soit désormais conditionnée par l'aboutissement de négociations sur les salaires et l'emploi.

Autre confirmation de la crise : la France a besoin d'Europe. Et aujourd'hui, opportunité inédite, des gouvernements historiquement rétifs à toute perspective de régulation concertée s'en font les avocats. Mais il nous faut aller plus loin. Dans cette perspective, il serait pertinent de financer un plan de relance par un emprunt européen de 100 milliards d'euros orienté vers des infrastructures non importables de Chine ou d'Inde et dédiées en particulier à la croissance écologique.

Il faudra aussi donner un débouché politique à cette crise lors du scrutin européen du printemps prochain. Chaque électeur pourra exprimer sa volonté de voir enfin l'Europe dotée de cette gouvernance économique dont la gauche française a toujours fait un objectif central. Et parce que le renoncement à moraliser le système financier signerait la victoire du capitalisme le plus cynique, l'Europe devra modifier ses règles prudentielles, désigner un régulateur européen et agir au plan international pour un contrôle public des agences de notation, la réglementation des fonds spéculatifs et la suppression des paradis fiscaux. Jamais, en fait, les thèses sociales-démocrates n'ont été à ce point validées par les faits. Depuis l'origine, la social démocratie pose la régulation du marché et l'intervention de l'Etat comme des postulats majeurs. En les méprisant, le capitalisme mondialisé a failli. Qu'il me soit permis de rappeler ici les propos de Joseph Stiglitz*, déjà cités dans mon précédent ouvrage, « La vie, passionnément » paru... en 2004 : « La situation actuelle me rappelle celle d'il y a soixante dix ans. Quand le monde a sombré dans la grande crise, les partisans du libre marché ont dit : ne vous inquiétez pas, les marchés s'autorégulent. Laissons-leur le temps et la prospérité reviendra ».

Plutôt que de prôner le retour au protectionnisme ou la trahison de nos engagements européens, la gauche doit donc au contraire se fixer pour objectif de doter l'Europe d'un nouveau contrat social, alliant mode de développement durable et nouvelles garanties pour les travailleurs, et intégrant un système financier transparent et coordonné, remis au service de l'économie réelle. Sans filet de sécurité, sans repères, sans exigence éthique, sans

compromis social, bref, sans une puissance publique prévoyante et efficace, la période qui s'ouvre sera socialement terrible pour les plus fragiles comme pour les classes moyennes. Entre le repli frileux qui réveille toujours les nationalismes et l'hégémonie d'un marché aveugle, il y a place pour un modèle social-démocrate à l'échelle européenne, que la gauche a le devoir d'affirmer, sans ambiguïté.

